

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Fidélité

« **U**N peuple qui s'est acquis l'admiration de tous les hommes de cœur par sa lutte héroïque pour son indépendance et sa liberté » serait victime d'une « intolérable campagne de dénigrement ». C'est ce qu'affirment les dirigeants du PCF en prenant l'initiative d'une campagne de souscription au profit du Vietnam. D'après eux, tous ceux qui sont véritablement soucieux des droits de l'homme, tous les anti-impérialistes devraient aujourd'hui s'affirmer solidaires du Vietnam, faute de quoi ils se placeraient dans le camp de l'impérialisme coupable de trente années d'agression contre le peuple vietnamien. Est-ce vrai ?

Dans les années sombres de la barbare agression américaine, nous avons été de ceux qui se sont placés sans réserve aux côtés de l'héroïque peuple du Vietnam et de sa courageuse guerre de libération. C'est notre fierté d'avoir, dans toute la mesure de nos forces, contribué à ce que sa cause soit connue et soutenue comme nous le fîmes également pour le peuple lao et, plus tard, pour le peuple khmer quand il fut, à son tour, victime de l'agression US. Leur victoire commune, il y a trois ans, nous l'avons célébrée comme une victoire pour tous les peuples, comme notre victoire.

Où se trouve aujourd'hui la fidélité à cette cause anti-impérialiste ? Où se trouve la solidarité internationaliste ? C'est à cette question qu'il nous faut répondre.

Affirmer sa solidarité avec le Vietnam ? La vérité c'est que les dirigeants vietnamiens ont engagé leur pays dans la voie aventureuse de l'expansion régionale. Ils menacent le peuple voisin du Kampuchea démocratique, combinant les tentatives de subversion et l'agression militaire brutale pour tenter d'en annexer le territoire au sein d'une soi-disant fédération indochinoise.

Ils occupent, d'ores et déjà, le Laos où stationnent pas moins de 50 000 hommes de troupe.

L'armée qui, autrefois, servait à la Libération, ils en ont fait une armée d'agression pour laquelle ils multiplient les ordres de mobilisation.

Quoi d'étonnant à ce que le peuple vietnamien manifeste son mécontentement face à cette politique qui lui apporte la misère et encore la guerre au lieu de la paix et la reconstruction pour lesquelles il a lutté.

La vérité, c'est que les dirigeants vietnamiens s'affirment chaque jour davantage comme les instruments de l'hégémonie soviétique en Asie du Sud-Est.

Les Soviétiques ont occupé les bases militaires dont les Américains avaient été chassés. Ils fournissent à leur tour leurs contingents de conseillers militaires et des Migs pour bombarder le Kampuchea.

Non, être solidaire d'une telle politique, ce serait renier la cause de la lutte anti-impérialiste. La vérité et la justice, comme la fidélité au passé exigent au contraire que soit dénoncée la politique funeste des dirigeants vietnamiens, que soit dénoncée l'emprise de l'impérialisme soviétique sur le Vietnam (emprise qui s'est accentuée avec l'intégration du Vietnam au Comecon et le traité militaire soviéto-vietnamien).

Quant aux dirigeants du PCF, la seule fidélité dont ils peuvent se prévaloir en menant leur campagne actuelle, c'est encore la fidélité à Brejnev et à sa politique d'expansion.

Claude BUISSON

P.S. : gouverner sans le P.C.F. ?

Au-delà des querelles de leaders, une grande question politique est posée au PS : comment accéder au pouvoir, alors que la droite n'a pas besoin de ses services aujourd'hui et que l'alliance avec le PCF est actuellement impossible.

(Voir les articles en page 3)



Ouverture
du 40e
congrès
de la CGT
Compte-rendu
en page 4

4 antiracistes sur le banc des accusés

Joyce et Jean bientôt libérées, espoir pour Melvin et Georges

IL n'est pas besoin de souligner l'importance de cette séance qui doit mettre un terme au procès. Un public bien plus dense que les autres jours le confirme. Mais, surtout, la tension attentive, grave, anxieuse qui va régner tout le long des quatre heures... Tension déjà aidée par le retard pris dans l'ouverture des débats, le fourgon cellulaire étant bloqué sur l'autoroute.

Deux dernières plaidoiries de la défense avant la délibération du jury ont contribué à élever le sens du procès à un niveau tout à fait différent de celui auquel voulait l'abaisser l'avocat général : procès du racisme et non d'un délit contre l'ordre public.

Du racisme, Me George Pau-Angevin, avocate, elle-même Noire, va s'acharner à en sou-

ligner avec force, non seulement l'origine impérialiste, mais les conséquences dévastatrices qui, poussées à leur extrémité, équivalent, chez le colonisateur, le « dominant », à une volonté de génocide ; chez le colonisé, le « dominé », à un sentiment de double frustration.

Par exemple, si le viol est en lui-même un acte criminel, il prend, quand la victime est noire, une consonnance encore plus odieuse car il est sous-tendu par toute l'histoire de l'esclavage : la femme noire subit ce que des milliers de ses ancêtres ont déjà subi. Pire, il laisse des stigmates lorsqu'il est suivi d'un enfantement. L'avocate rappelle le drame de ce que les Blancs appellent les « café au lait » (c'est le cas de Joyce) : ils portent dans la couleur même de leur peau

la marque d'un viol passé.

Le racisme conduit aussi à une destruction de la personnalité : les « nègres » sont moins intelligents ; la télévision, une certaine presse les a présentés comme des êtres grimaçants, aux confins de la bestialité, à peine rachetés par la supériorité blanche des Tazan. Supériorité blanche qui prétend s'exercer aux Etats-Unis non seulement vis-à-vis des Noirs, mais de toutes les minorités raciales, supériorité qui s'est d'abord construite sur le génocide des Indiens et qui s'est parachevée sur l'exploitation féroce des Noirs, qui se perpétue sur leur misère. On comprend alors l'impact considérable, comme révélateur d'une prise de conscience libératrice, du mot d'ordre « Black is beautiful » (le Noir est beau) ; la quête insatiable de la personnalité noire.

C'est cette quête qui, par exemple, poussera Joyce à refuser un emploi pour lequel on voulait l'obliger à faire décréper ses cheveux.

L'avocate dénonce l'impérialisme dans les propos du ministère public opposant « les Noirs et les Américains ». Elle rappelle aussi l'impact de l'échec du mouvement non-violent, de l'assassinat du pasteur Martin Luther King. Elle rappelle enfin la situation souvent intenable faite aux Noirs : Georges, un Noir américain établi en France, n'avait-il pas expliqué, la veille, que lui aussi n'avait eu comme unique solution que la fuite. Il avait eu simplement la chance d'avoir pu l'assurer légalement sans être accusé à l'acte déshonoré du détournement d'avion.

(Suite page 5)

LE MONDE EN MARCHÉ

Interview de quelqu'un qui revient du Vietnam

Un peuple au bord de la misère

VOICI l'interview de quelqu'un qui revient du Vietnam. Par manque de place, nous avons sélectionné les extraits portant plus spécialement sur les problèmes économiques. Pour ceux qui s'étonneraient que ce témoignage soit si contradictoire avec la vision idyllique que *l'Humanité* donne du Vietnam, qu'ils sachent que le correspondant de ce journal n'est pas très bien vu des gens de là-bas tant la version qu'il donne est la copie conforme de la version officielle.

Q : Peux-tu nous parler de la misère des gens ?

R : Elle existe. Au début, les autorités se sont attaquées à ceux qui possédaient des biens, enfin aux propriétaires et à la grande bourgeoisie compradore, aux gros, aux capitalistes. Par exemple, ils ont pris leurs villas et ils se sont installés à leur place.

Mais, au fur et à mesure, ils se sont attaqués finalement à tout le monde, aux gens du peuple, aux petits commerçants, aux petits marchands de

soupe sur le trottoir. Mais ce n'est pas lui qui détenait les rênes de l'économie, le petit marchand de soupe !

Et ça, ça s'est fait assez rapidement, en l'espace de deux ans et demi à peu près. C'est rapide quand on y pense. Alors que même le problème des nationalisations des usines n'est pas encore réglé puisqu'il y a encore des usines mi-étatisées, mi-privées.

(NB : Notons qu'il est quand même assez étrange que le petit commerce soit nationalisé plus vite que les usines — NDLR).



La misère ? Elle existe. Ci-dessus, une bidonville de Saïgon.

Il y a eu une grande perquisition générale chez les gens. D'abord, chez les gros propriétaires. C'était une perquisition officielle parce qu'il y a toujours eu des petites perquisitions qui se sont espacées ensuite. Donc, il y a eu une grosse perquisition générale, le jeudi 23 mars 1978. Ça a duré à peu près un mois.

Q : Pourquoi faire ?

R : Officiellement, ils voulaient supprimer le commerce capitaliste, les petits commerçants. Perquisition générale, cela veut dire qu'ils prennent tout ou presque. Et tout ce qu'ils ont pris, ils l'ont emmené au Nord et

distribué aux cadres. Il y a eu plusieurs bateaux qui sont partis et qui ont été remplis avec tout ce qui était confisqué.

Le jeudi 23, à 14 heures, ils ont commencé avec les commerçants du marché central de Saïgon (des Vietnamiens), les marchands de tissu, puis tout le monde, jusqu'aux particuliers.

Ces gens-là vendaient des petits trucs, des coupes de tissu qui leur restaient, leurs godasses, n'importe quoi. C'était vraiment du petit commerce. Alors, les autorités ont tout pris, tout ramassé.

Q : Et les Chinois ?

R : Ils se sont aussi attaqués

aux Chinois. L'affaire des Chinois a commencé à la même époque. Mais ça, ça les a fait remuer, les Chinois. Je me souviens d'ailleurs que deux jours avant, il y avait eu une manifestation de Chinois qui avait fait huit morts, d'après ce qu'on a dit à Saïgon. Bien sûr, il ne faut rien exagérer, mais enfin, moi, la manifestation, je l'ai vue, je suis passé à côté.

Une manifestation de Chinois, avec portrait de Mao Tsé-toung en tête. C'était un gosse qui tenait ce portrait et il a été abattu. Evidemment, j'avais acheté le journal le lende-

main et on ne parlait pas de cette manifestation. Mais moi, je l'ai vue, cette manifestation. C'est sûr qu'ils ont tiré.

Q : Comment as-tu vu qu'il y avait eu des morts ?

R : Je ne l'ai pas vu. C'est par ouïe-dire. Je sais que les Vietnamiens exagèrent un peu, mais enfin, il y a eu des morts. En tout cas, la manifestation, elle, je l'ai vue. Il n'y a pas eu que celle-là mais c'était la plus importante.

Q : Pourquoi, à ton avis, des mesures comme la suppression du petit commerce ?

R : C'était fait pour affamer la ville. C'est une méthode « douce » : tu affames la ville, comme ça les gens sont obligés d'aller dans les « nouvelles zones économiques ».

Au début, c'est vrai que c'était bien. Les gens de Saïgon, originaires de la campagne, retournaient dans leur village natal. Mais il y avait aussi beaucoup de terres incultes à défricher. Les gens y sont allés, mais le problème, c'est qu'il n'y avait aucune infrastructure sur place (économique, sociale ou médicale). Alors, les gens quand ils ont vu ça, ils sont revenus à Saïgon. Ils ont raconté ça aux autres et plus personne ne voulait aller dans les « nouvelles zones économiques » puisque, là-bas, il n'y a rien, absolument rien.

Q : Les cadres dirigeants de l'ancien Gouvernement révolutionnaire provisoire du Vietnam (GRP) sont mis sur la touche. On dit que c'est parce qu'ils sont moins pro-soviétiques qu'au Nord. Qu'est-ce que tu en penses ?

R : Je pense que oui. Parce qu'eux n'ont pas été formés directement par les Russes. Les cadres du Nord ont été formés par les Russes, directement. Ils ont suivi des stages en URSS, depuis longtemps. Ce n'est pas étonnant qu'ils aient adopté l'idéologie russe. Tandis que les gens du Sud, ils n'ont pas eu l'occasion d'aller en URSS. Ils n'étaient pas spécialement pro-soviétiques, ils étaient communistes au sens large. Ils croyaient à la sincérité des idées communistes. Maintenant, même les plus durs des durs sont devenus contre le régime actuel et j'en connais qui ont été de grands militants.

Propos recueillis par Claude LIRIA

Ford-Grande-Bretagne

Après 9 semaines de grève, une grande victoire

LES ouvriers de chez Ford (Grande-Bretagne) viennent de voter la reprise du travail après une grève victorieuse de neuf semaines qui a coûté près de quatre milliards de nouveaux francs au trust américain.

C'est par un vote à main levée qu'ils se sont prononcés sur l'arrêt du mouvement après que le patronat et le gouvernement aient accepté une augmentation de salaire d'environ 17 %. L'augmentation mensuelle avoisinera, pour la plupart, environ 450 F par mois. Cette grève aura été exemplaire à plus d'un titre.

A l'origine, le patronat se réfugiait derrière l'interdiction gouvernementale d'augmenter les salaires de plus de 5 % par an. Cette interdiction gouvernementale avait jusque là toujours été soutenue par le TUC, le grand syndicat britannique, dont la direction est directement vendue au gouvernement. C'est la détermination des 57 000 ouvriers de chez Ford qui a, dans un premier temps, contraint le syndicat à changer de position. Après quatre semaines de grève, la direction de Ford céda sur la règle des 5 % et, malgré les menaces de sanctions gouvernementales, accepta le principe d'une augmentation de 8,5 % que le syndicat s'empressa d'accepter. Cette proposition fut, de manière pratiquement unanime, rejetée par les grévistes. Le syndicat dut suivre. Le scénario se reproduisit plusieurs fois jusqu'à ce que les travailleurs estiment la proposition patronale acceptable. Il semble que cette fois-ci, cela ait été le cas.

Victoire des cheminots argentins

LUNDI dernier, les cheminots se sont mis en grève générale pour exiger une augmentation de salaire de 100 %. Jeudi, le syndicat appela à la reprise progressive du travail, une augmentation du salaire ayant été obtenue ainsi que la libération des ouvriers détenus depuis le début de la grève.

Allemagne

La question des anciens nazis

IL y a maintenant quinze jours, le président de la République fédérale, Walter Scheel, se voyait reprocher son passé nazi qu'il avait jusqu'alors tenu caché. Ces révélations faisaient suite à celles faites sur son rival aux prochaines élections à la présidence, le chrétien-démocrate Carstens.

Ce n'est pas la première fois, en Allemagne fédérale, que des politiciens se voient soudain accusés d'avoir été membres du Parti nazi. Au printemps dernier, le ministre-président du Bade-Wurtemberg, Filbinger, était accusé d'avoir envoyé à la potence des déserteurs qu'il aurait pu sauver, dans les dernières semaines du IIIe Reich. Dans les années soixante, l'opinion s'était émue de savoir que le président fédéral, Heinrich Lübke, avait élaboré les plans des camps de concentration et que le chancelier d'alors, Kurt Georg Kiesinger, avait été, lui aussi, adhérent du Parti nazi.

Le Parti nazi comptait jusqu'à dix millions de membres, et on estime qu'il en reste encore aujourd'hui environ un million. Il n'est donc pas surprenant qu'on les retrouve quelque part...

Au lendemain de la guerre, les accords interalliés avaient stipulé la

«dénazification». Mais celle-ci ne pouvait être efficace — comme ce fut le cas dans la zone soviétique d'occupation — que si la distinction était faite entre ceux qui avaient été réellement des responsables et des criminels et ceux qui avaient simplement adhéré au Parti nazi par peur, par suivisme, ou même par opportunisme — sans exercer la moindre responsabilité.

Or, telle ne fut pas la politique adoptée dans les zones occidentales : les Américains, par exemple, considèrent toute la population comme suspecte, si bien que les gros bonnets purent aisément passer au travers des mailles du filet.

S'il y a une chose à dénoncer, c'est bien l'impunité dont jouissent nombre de véritables criminels en Allemagne fédérale — soit que leur procès traîne en longueur, soit qu'ils aient déjà purgé une peine par trop clémente, eu égard à leurs crimes, soit que l'Allemagne refuse leur extradition.

Ce qu'il faut dénoncer aussi, c'est que des bandes de SS puissent se rencontrer librement en Allemagne fédérale et donner libre cours à leur nostalgie du passé.

Et ce qu'il faut dénoncer enfin, c'est que nombre d'authentiques criminels ont occupé des positions importantes dans

l'Etat ouest-allemand. On pense notamment à Globke, qui avait été l'un des des commentateurs des lois antijuives d'Hitler... avant de devenir conseiller personnel de l'ancien chancelier Adenauer.

Mais bien souvent les révélations sur le passé nazi de tel ou tel sont des machinations ourdies entre cliques politiciennes rivales pour faire tomber le politicien visé. C'est le cas dans l'affaire Carstens-Scheel.

Plus d'une fois, les documents sur lesquels se sont appuyées des révélations de ce style ont été gracieusement fournis par les autorités est-allemandes qui y voyaient un moyen commode de se débarrasser d'un politicien peu favorable à leurs thèses : ce fut le cas, dans les années soixante, avec la campagne menée contre Kiesinger.

Et pourtant, l'Allemagne de l'Est est-elle si vierge que cela ? Certes, parmi les hauts dirigeants en vue, tous peuvent se prévaloir plus ou moins d'un passé de résistant. Mais qui sait que, dans le Comité central du parti est-allemand, il n'y a pas moins de seize anciens membres du Parti nazi ? Qui sait qu'au Conseil d'Etat de RDA (équivalent de la présidence collective de la République), il y en a trois, dont l'un qui a été nazi dès 1933 ?

Jean Schubert

DANS L'ACTUALITE

Convention nationale du PS

Au-delà des querelles de personnes

La convention nationale du Parti socialiste qui vient de se tenir ce week-end a été marquée en apparence par la polémique entre Gaston Defferre et Michel Rocard et l'arbitrage de François Mitterrand et Pierre Mauroy. Mais au-delà des querelles de personnes et des rivalités pour ambition personnelle, cette convention nationale a confirmé que quelque chose change au PS pour qui sait regarder ailleurs que dans les mots d'auteur ou les petites phrases lancées devant les caméras et les micros.

Nous comprenons très bien l'opinion qu'exprimaient avant la convention, deux militants de base du PS qui dénonçaient dans le journal *Le Matin* :

« Les tendances dans lesquelles se sont cristallisés les courants primitifs, avec leurs appareils et leur états-majors, faisant du PS une juxtaposition sclérosée de fractions organisées, s'alliant

ou s'opposant au gré de la conjoncture ».

Et quand ces militants précisent : « On règle tout finalement au sommet, dans les tractations confidentielles dont les militants du PS apprennent les résultats non par l'intermédiaire des documents internes au parti, mais par celui des médias », ils ne font que mettre le doigt sur le fait que le parti social-démocrate fonc-

Interdiction de la dernière étape de la marche des paysans du Larzac

Inadmissible

QUAND il s'agit de signer des décrets de cession, Giscard et ses ministres sont à l'aise. Que leur importe l'expulsion de quelques paysans de plus ou de moins ! Mais quand la « France profonde », comme disent ces beaux parleurs dans leurs conférences de presse, ose redresser la tête et lutter contre eux, alors leur mépris paternaliste tombe et leur nature anti-populaire apparaît une fois de plus. Ainsi, la préfecture de police a osé interdire le défilé dans les rues de Paris, de la Porte d'Orléans à la Concorde, qui devait être l'ultime étape de la marche des paysans du Larzac. Le prétexte invoqué pour cette interdiction ? « Les nécessités de l'ordre public ». L'ordre public, qui l'a troublé, les paysans du Larzac qui luttent pour avoir le droit de pouvoir gagner leur vie en travaillant sur leurs terres ou, en décidant de l'extension du camp, les bourgeois qui sont au pouvoir ? Qui le trouble, la détermination des vingt et un marcheurs et la grande sympathie qu'ils ont ren-

contrée le long de leur chemin ou les blindés qui, la semaine dernière, ont manœuvré dans le village de Monredon en défonçant les chemins ou les avions qui sont passés en rase-motte sur les fermes du plateau pendant une demi-heure, provoquant la panique dans les troupeaux ?

L'ordre public, ce sont bien les bourgeois qui le trouble et qui n'admettent pas que les paysans du Larzac résistent à leur volonté. L'interdiction qui leur est faite d'entrer dans Paris est bien l'aveu de l'impuissance de Giscard et Cie de les isoler des travailleurs parisiens. Mais cette interdiction vise aussi les travailleurs de la ville. En effet, les manifestations interdites à Paris sont relativement rares, la méthode employée jusqu'ici, consistait plutôt à les faire littéralement encadrer par les CRS... Et cette interdiction est bien quelque chose de grave. Elle prouve une fois de plus que les travailleurs de la ville et de la campagne ont le même ennemi, et qu'il est nécessaire de soutenir la lutte des paysans du Larzac pour contraindre le préfet à revenir sur son interdiction.



Defferre (à gauche) n'avait pas jugé bon d'assister à la réunion à huis-clos où Rocard (à droite) voulait lui dire des choses en face. Mitterrand (au milieu) a arbitré un conflit larvé...

tionne comme un parti bourgeois et cela depuis qu'il a refusé le centralisme démocratique prolétarien lors de la scission de 1920 d'avec le Parti communiste.

Si l'on veut comprendre quelque chose à ce qui se passe au sein du PS, il faut regarder ailleurs que dans les petites phrases de Rocard, les réponses de Defferre, sous l'œil de Mitterrand ou Mauroy qui prennent position tout en ne prenant pas position.

L'APRES MARS 1978

Mars 1978 a marqué pour le PS le sommet de son influence. Ayant profité, plus que quiconque, de l'Union de la gauche voulue par les dirigeants du PCF, le PS s'est confirmé comme le parti aujourd'hui le plus nombreux et le plus influent électoralement en France. Mais mars 1978 a aussi marqué un échec pour le PS : il n'a pas été appelé à gérer les affaires de l'Etat bourgeois, c'est-à-dire à gouverner la France capitaliste. Or, les dirigeants du PS ne peuvent (pas plus que quiconque) se contenter d'être nombreux : ce qu'il leur faut c'est le pouvoir d'Etat, objectif de tout parti politique.

Certains, au sein du PS, considèrent qu'ils ne peuvent plus gouverner comme sous la IVe République, quand des dirigeants socialistes participaient à ces coalitions de droite éphémères. Il constatent qu'aujourd'hui il existe en France une majorité de droite regroupant (tant bien que mal) giscardiens, gaullistes et centristes et qui se passe pour l'instant des services des politiciens socialistes. Ils continuent, dès lors, à penser qu'il faut constituer une coalition de gauche à opposer à une coalition de droite. C'est toujours le cheval de bataille des responsables du CERES : refaire l'Union de la gauche. Toutefois les chefs du CERES comme Chevenement, Sarre ou Motchane sont contestés au sein même de leur courant sur ce point.

D'autres, au sein du PS, considèrent en effet que l'expérience tentée avec les

dirigeants du PCF prouve qu'il n'est possible de gouverner la France capitaliste avec eux. Non pas que les deux projets politiques soient aux antipodes, mais bien des contradictions existent sous le même projet politique défini ainsi par les intéressés eux-mêmes :

« Réformer le capitalisme dans le sens de la relance économique et de la liberté ». En clair, Rocard et ceux qui le suivent se refusent à envisager toute nouvelle expérience d'Union de la gauche : opinion qui gagne aujourd'hui en influence dans le PS.

Entre ces deux extrêmes, il existe tout un ensemble de positions possibles, vacillantes, hésitantes. Le tout étant, rappelons-le, caché aux militants de base sous des querelles de personnes, d'ambition et de fraction.

UN POINT NET D'EVOLUTION

Toutefois, depuis mars 1978, un certain nombre de points de rupture entre le PCF et le PS ont été approfondis officiellement par la direction socialiste ; et cela n'est pas indifférent pour l'avenir. Dernières en date : les questions internationales.

Déjà avant la rupture de l'Union de la gauche, il y a un an, la direction du PS avait défini les USA et l'URSS comme « deux superpuissances » qui développent sans cesse leur armement et mettent en péril, de ce fait, la paix du monde. Un numéro important de l'organe central du PS *l'Unité*, publié en juin 1977 avait défini largement cette position et n'avait pas eu l'honneur de plaire au comité central du PCF, pour qui Moscou reste une force de paix.

Après la rupture de l'Union de la gauche, notre journal avait publié une circulaire interne du PS écrite par des dirigeants comme Mauroy dans la nuit même de la rupture PCF-PS.

Elle expliquait les causes de cette division en insistant sur l'attitude des différents PC européens face à leur parti frère moscovite, constatant les liens profonds

unissant encore le PCF au PC soviétique.

Ces dernières semaines, les choses se sont concrétisées par la prise de position du PS en faveur de l'Europe, (de son développement et de son élargissement) face aux deux supergrands, USA et URSS. Des lors, non seulement le PCF se trouvait être le seul des quatre grands partis français (UDF, RPR, PS et PCF) à mener résolument campagne contre l'Europe, mais encore la division entre les deux plus importants partis de gauche marquait un pas important.

Si cette prise de position est relativement bien acceptée par l'ensemble de la majorité du PS (sauf le CERES donc) il reste toutefois bien des contradictions au PS sur la politique internationale à suivre. Bref, quant à la plupart des points fondamentaux qui définissent la ligne d'un parti, le PS doit aujourd'hui préciser ou redéfinir sa politique. Rien ne permet de dire que l'unité se fera ou même qu'une majorité nette sortira du prochain congrès, à Metz, du 6 au 8 avril prochains.

Philippe LECLERC

Tragi-comédie en 5 actes

Dans la vieille tradition des tragédies classiques, le débat de fractions au sein du PS s'est déroulé en cinq actes :

Acte un : Defferre lance une violente attaque contre Rocard, l'accusant de suivre à la fois la politique de Giscard et celle de Laval en 1934.

Acte deux : Rocard se rebiffe. Il annonce qu'il s'expliquera et prendra ses responsabilités.

Acte trois : Devant la convention nationale, Mitterrand somme Rocard de faire un texte définissant sa ligne politique, il menace de se retirer si on juge qu'il n'est plus à la hauteur. Il rappelle toutefois qu'il est le chef et même un peu plus.

Acte quatre : Rocard tient ses positions, mais recule. Il comptait sur l'appui d'hommes comme Poperen et Martinet, le premier le lâche, le second le soutient discrètement. Jean Le Garrec reprend les thèses de Rocard, mais l'ancien secrétaire du PSU reste isolé. Surtout, il n'a pas eu le soutien de Mauroy.

Acte cinq : Le dénouement appartient peut-être à Pierre Mauroy, le Lillois, qui parle d'unité du PS, se met un peu au-dessus de tout cela, égratigne les uns et touche les autres. C'est peut-être, sait-on jamais, le futur homme fort de la social-démocratie française.

Concrétisation

Concrétisation du manque de démocratie qui règne dans un parti social-démocrate, le PS a modifié ses statuts : il travaillera dorénavant par « motions », c'est-à-dire textes de politique générale présentés par les différentes fractions. Sur la base de ces textes sont nommés des leaders qui se retrouvent aux instances dirigeantes du PS à la proportionnelle des votes qu'a recueillis chaque motion. On compte à ce jour trois motions sûres (d'autres peuvent suivre) : une du CERES, la minorité ; deux de la majorité, la première des mitterrandistes et la seconde des rocardiens ; on ne parle pas à ce jour de motion signée Mauroy.

Le PS fonctionnera donc par leaders interposés. On peut s'en étonner pour un parti autogestionnaire, mais ce serait un tort. Cette décision de la Convention nationale n'est que la concrétisation des luttes de fractions et de personnalités qui secouent aujourd'hui le PS.

Au Jour Le Jour par Silvestre



Jeudi 30 novembre.

CORBEIL 91 - MEETING-DEBAT

Avec les paysans du Larzac en marche vers Paris

Centre culturel Pablo Neruda - à l'appel de :

Comité Larzac, 91, UD CFDT 91, PCRml, PCML, PS, PSU,

Union des consommateurs.

Coup d'Etat en Bolivie

UN coup d'Etat dirigé par de jeunes officiers nationalistes et démocrates a renversé le 24 novembre dernier le gouvernement dictatorial du général Juan Pereda qui lui-même avait pris le pouvoir par un coup d'Etat le 21 juillet appuyé par l'extrême-droite.

Le nouveau gouvernement dirigé par le général David Padilla a aussitôt déclaré qu'il organiserait des élections le 6 août prochain « pour rendre ses droits au peuple ». Dans son premier communiqué le général Padilla affirme entre autres :

« Les généraux, chefs, officiers, sous-officiers et troupes des forces armées de la nation ne pouvant rester indifférents face à la situation critique actuelle du pays, conscients de ce que celle-ci peut créer un possible affrontement avec leur peuple, ont décidé de prendre le pouvoir de la nation pour rendre au peuple ses droits, ses libertés et pour lui permettre d'élire une fois pour toutes ses gouvernants par le vote universel et démocratique ».

Le coup d'Etat fait suite à la décision du général Pereda de reculer la date des élections jusqu'en 1980. Mais il est surtout le résultat

des manifestations de mécontentement et de la mobilisation constante du peuple contre son gouvernement. Il s'est produit, alors que les employés de la compagnie d'électricité et ceux du transport en commun se trouvaient en grève et alors que la Fédération des travailleurs des mines venait d'obtenir une augmentation des salaires de 35 % après des actions d'une grande ampleur.

Par ailleurs, une manifestation antigouvernementale interdite par le ministre de l'Intérieur, le colonel Rico Toro, appelé par la population le « faucon argentin » était prévue pour ce même 24 novembre à l'appel de l'Union démocratique populaire (rassemblement de divers partis nationalistes bourgeois et démocrates) et appuyée par la puissante centrale ouvrière bolivienne.

Parmi les colonels ayant participé au coup d'Etat, plusieurs avaient été emprisonnés par le général Banzer, en 1974, en raison de leur opposition à sa dictature. Si le coup d'Etat à été généralement bien accueilli par la population, les dirigeants syndicaux ont cependant affirmé qu'ils ne donneraient pas carte blanche au nouveau gouvernement et qu'ils attendraient de le voir à l'action.

40e Congrès C.G.T

Ouverture du Congrès : compte-rendu de notre envoyée spéciale

Le débat est ouvert



Georges Séguy au milieu des délégués au 40e congrès de la CGT. Il aura sans doute à répondre à beaucoup de questions embarrassantes.

LA première séance du 40e congrès de la CGT s'est ouverte dimanche après-midi à Grenoble. Une petite pluie fine mêlée de neige, tombe sur la ville mais dans le congrès, l'animation réchauffe dès le premier jour. C'est le secrétaire de l'Union départementale de l'Isère qui a ouvert le congrès en lui souhaitant bon accueil et tout de suite après, Georges Séguy lance les travaux par une longue introduction.

« Nous sommes certes en droit d'être fiers de notre passé y compris le plus récent mais cela ne nous dispense pas de réfléchir à la question de savoir si nous sommes bien à l'heure du présent et en état de maîtriser le futur prévisible. Ce rapport gravitera autour de cette interrogation » Le ton est donné. Tout en appréciant le débat qui a précédé le congrès comme très fructueux, Séguy précise :

« Il a eu le mérite d'aborder des problèmes qui ne l'avaient pas été dans la CGT depuis 10, 20, 30 ans ».

Il demande au congrès de retenir le principe de faire des tribunes de discussions à de nouvelles occasions, sur les sujets précis, pour précéder conférences nationales, journées d'études ou sessions du CCM.

C'est sur ce point de la démocratisation de la CGT que Séguy veut manifester son orientation. Il y reviendra en disant : « Comment corriger nos défauts » en fin d'intervention. C'est sa seule façon sans doute d'être « novateur » et c'est très important car voici son analyse de l'échec de la gauche : « Quand la lutte des classes prend une dimension

telle qu'elle peut mettre en danger le pouvoir de la bourgeoisie, le changement requiert un engagement lucide et responsable des travailleurs, un rassemblement et une mobilisation largement majoritaire des masses populaires, d'un niveau de conscience élevé.

Sans cela, l'histoire l'a maintes fois démontrée, les accords de sommet restent précaires et vulnérables.

C'est l'enseignement principal que nous tirons des élections de mars 1978...

La perspective du changement n'est pas forcément reportée à la prochaine échéance électorale, présidentielle ou législative. La lutte continue et nul ne peut aujourd'hui écarter l'hypothèse d'évolution de la situation de nature à avancer l'heure des transformations économiques sociales et politiques dont le pays ne pourra se passer longtemps encore... »

Cette analyse vise à rassembler encore plus largement les travailleurs pour les amener en fin de compte à soutenir une politique d'Union de la gauche qui les a déjà conduits à l'impasse. En même temps, Séguy fait l'apologie de la politique contractuelle qui a pourtant fait les preuves de sa nocivité. Et il affirme son soutien aux propositions de l'UGICT :

« Ils (les patrons) jouent le jeu du libéralisme et prônent la participation. Faisons-nous éclater l'hypocrisie en exigeant l'extension des droits, des libertés syndicales, du pouvoir de contrôle et de décision des travailleurs y compris comme vient de le faire à juste titre l'UGICT en matière de représentation du personnel dans les conseils d'administration. N'abandonnons pas la mal-

trise et les cadres à cet auxiliaire dégradant du patronat ».

À la suite du congrès avec les désignations des commissions a pu laisser voir dès le premier jour que la démocratie est difficile à apprendre et à appliquer. Deux candidatures individuelles — contre l'avis de leur syndicat SNDGI — pour la commission pour le programme d'orientation des transports routiers de Paris et pour la commission programme d'action, ont été repoussées par le congrès non sans un léger flottement dans le vote.

En revanche une candidature du syndicat-employés métallurgie, mandatée par

son syndicat a été retenue.

Assistent au congrès des représentants de la FSM et des délégations du PCF (avec Marchais), du PS (avec Poperen), du PSU (avec Piaget) chaudement applaudies pour manifester la volonté du congrès de lutter contre le sectarisme...

C'est le maire de Grenoble, municipalité de gauche depuis mars 1977, qui termine cette première journée déjà très révélatrice des deux axes principaux de ce congrès : réaffirmer le soutien à la même stratégie et s'ouvrir plus largement à la base pour tenter de trouver un appui plus fort chez les travailleurs.

Claire MASSON.

IMMIGRES

Les lois piétinées par le gouvernement

LE Conseil d'Etat qui constitue en France la plus haute autorité en matière de juridiction vient de prendre, au cours de sa séance du 24 novembre, une série de décisions en annulation à l'encontre de circulaires gouvernementales relatives à l'immigration. Voilà un désaveu que Stoléro n'avait pas prévu dans la programmation de sa « semaine du dialogue ». En effet, le Conseil d'Etat met en lumière l'illégalité complète d'un certain nombre de mesures prises depuis 1974.

Voilà qui en dit long sur la façon dont le gouvernement respecte les lois : quand il s'agit de défendre les intérêts des capitalistes, il s'en soucie comme d'une guigne !

Ainsi, en droit comme en fait, la politique suivie par le pouvoir est illégale et scandaleuse. Il est bon que les membres du Conseil d'Etat en aient souligné l'arbitraire. Ce résultat est sans conteste à mettre à l'actif de la lutte menée depuis des années, en premier lieu, par les travailleurs immigrés eux-mêmes. Cette lutte, il importe qu'elle soit poursuivie dans l'unité des travailleurs français et immigrés, de tous les antécédents pour contraindre le

pouvoir à reculer dans les faits.

Ont été annulées par le Conseil d'Etat au cours de sa séance du 24 novembre 1978 :

— La circulaire du 5 juillet 1974 connue sous le nom de « circulaire Fontanet » qui suspendait l'immigration des travailleurs étrangers en France. Selon le texte du Conseil d'Etat, le secrétaire d'Etat auprès du ministre du Travail (Fontanet) a pris, à l'époque, une mesure contraire aux « dispositions législatives et réglementaires en vigueur », il a « illégalement usé du pouvoir réglementaire qu'aucun texte ne l'autorisait à exercer » ;

— La circulaire du 26 novembre 1974 qui interdisait la délivrance de cartes de séjour aux travailleurs étrangers venus en France après août 1974 et suspendait l'admission des familles des travailleurs immigrés ainsi que les circulaires de même ordre datées des 9 juillet 1974, 9 août 1974 et 27 décembre 1974 ;

— Enfin, la circulaire de juin 1977 qui fait partie de l'arsenal des mesures Stoléro et qui institue la fameuse « aide au retour », destinée à susciter des volontaires pour l'expulsion.

La COURLY (Lyon)

La reprise oui... mais les directions syndicales contestées

LA majorité du personnel de la Courly et de la ville de Lyon a maintenant repris le travail. Ces dix-neuf journées de grève ont apporté quelque chose de nouveau, une grande unité parmi l'ensemble des travailleurs. Tous les secteurs de la Courly et de la ville de Lyon ont été touchés, des éboueurs aux administratifs, des électriciens de théâtre aux employés de bibliothèque etc., ce que jusqu'à ce jour on n'avait jamais vu. Autre fait positif, la détermination des travailleurs en grève qui ne sont pas du tout décidés à céder devant les patrons de la Courly et pourtant le travail reprend sans résultats très satisfaisants. Les égoïstes ont obtenu satisfaction mais pour les autres, à part une légère augmentation de la prime de fin d'année et de prime mensuelle, il n'y a pas grand chose. Alors, il faut bien le dire, les directions syndicales ont mis tout leur poids pour arrêter cette grève, passant outre un vote à bulletin secret qui avait décidé la continuation. Des contradictions ouvertes sont apparues entre les bonzes syndicaux et la base des grévistes, notamment au cours des assemblées générales ; les grévistes ne voulaient pas reprendre, car le protocole d'accord n'était pas satisfaisant. Les directions syndicales ont affirmé de leur côté qu'il n'y a pas lieu d'être mécontent. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce sujet prochainement.

RECTIFICATIF :

Dans notre numéro précédent, à l'article relatant la manifestation des postiers du jeudi à Paris, s'est glissée une coquille. Il faut lire : plusieurs sections, CFTD n'ont appelé à la grève que par discipline et non le contraire comme nous l'avons écrit.

Le numéro de téléphone de l'Humanité rouge

205 51 10

4 antiracistes sur le banc des accusés

Joyce et Jean bientôt libérées, un espoir pour Melvin et Georges



(Suite de la page une)

L'avocate dénonce le mépris de l'avocat général qui lui avait fait dire que les accusés « pleuraient à genoux la clémence » alors que tout indiquait dans leur attitude leur dignité « d'hommes et de femmes debout ».

Après Joyce, maître De Félice synthétise tous les arguments de la défense, dans un langage simple, direct, dépouillé de tout le style ampoulé des plaidoiries traditionnelles. Quant aux jurés, il leur dit la confiance qu'il a dans leur jugement, il les met en garde contre tout ce qu'on pourra leur faire miroiter sous le couvert de réduction de peine, de mise en liberté conditionnelle, d'artifices judiciaires pour leur faire avaliser un verdict présenté par l'accusation comme nécessaire à l'ordre public. Il fait un appel insistant à ceux ou à celles des jurés qui sont convaincus de la nécessité d'une condamnation claire du racisme de « se battre jusqu'au bout pour un acquittement total ».

A la suite de cette plai-

doirie, comme il est de coutume, le président du tribunal demande aux accusés s'ils ont une dernière déclaration à faire. Tour à tour, Melvin, Georges puis Jean cèdent leur temps de parole à Joyce qui doit faire cette déclaration au nom des quatre. Cette déclaration est très courte, très simple et en même temps très émouvante. Elle dit leur erreur et leur regret d'avoir eu recours au détournement d'avion mais elle dit aussi et elle affirme leur confiance en la France.

La séance est ensuite suspendue pour permettre la délibération du jury. L'attente est longue pour le public. Il est clair qu'il n'ose trop espérer l'acquiescement réclamé par la défense qui constituerait une condamnation vraiment explicite du racisme, de tous les racismes et des risques de son accentuation, y compris chez nous.

Le public mêlant des gens venus des horizons les plus divers des Noirs, des Asiatiques, des Nord-africains, des Blancs ; les voilà qui se trouvent dans une même communauté anti-

raciste. Des liens se créent dont on peut souhaiter qu'ils se consolident dans la lutte car celle-ci dépasse le cadre même du procès. Il n'a pas fallu s'éloigner longtemps. La salle reste remplie. Chacun cherche dans le regard, les paroles de l'autre, les raisons d'espérer...

Une sonnerie annonce la fin de la délibération... Un silence grave tombe sur toute l'assistance. Le président du tribunal énonce, dans un débit haché, rapide à tel point qu'il est pas compréhensible, le verdict : cinq ans d'emprisonnement dont deux avec sursis pour Jean et Joyce Tillerson. Les accusés ont cinq jours pour faire appel en cassation... Bien qu'assommée par ce verdict qu'on comprend mal, l'assistance est toute entière mue par la volonté de témoigner sa fraternité aux accusés qui répondent aux salutations avant de retrouver leurs menottes et leur geôle...

Après leur départ, l'ordre des gradés de la gendarmerie « Evacuez-moi tout ça » ne peut empêcher que l'assistance se retrouve autour des avocats dans les couloirs pour avoir les explications

que n'a pas voulu donner le président.

En fait, par le jeu des réductions de peine et du temps déjà passé en prison, Jean et Joyce seront libérés dans une dizaine de jours et Georges dans un plus de dix huit mois. Tout ne sera pas réglé pour autant : il faudra faire en sorte que nos amis ne soient pas expulsés, qu'ils trouvent un logement et du travail, que soit réunie la somme qui permette que soient payés les frais du procès et que les enfants rejoignent leur mère.

C'est pourquoi nous incitons nos lecteurs à suivre attentivement les informations que nous ne manquerons pas de donner dans nos colonnes. D'autre part, toute initiative de souscription sera la bienvenue (adresser au journal avec la mention « à l'attention de Joël Fabien »).

Pour l'achat éventuel du livre de nos quatre amis : « Nous Noirs-américains évadés du ghetto », il est préférable de s'adresser directement au journal, le bénéfice de la vente allant directement aux frais des quatre accusés.

Cantine de Renault-Flins

Les employés sont en grève depuis 3 semaines

FIN 1976, le déficit cumulé des restaurants de Renault-Flins est d'un milliard 800 millions anciens francs. Ces restaurants sont gérés par le comité d'entreprise avec, pour chaque établissement, un comité d'établissement.

Les fonds du comité d'entreprise sont constitués par le versement de 1% maximum de la masse salariale, que verse le patron. En pourcentage, c'est un chiffre insignifiant, mais à la Régie, vu le nombre d'ouvriers et d'employés, cela fait en francs une somme importante. Cette somme est gérée par les organisations syndicales et, bien entendu, ce n'est pas un cadeau puisque le patron a un droit de regard dessus et que rien ne peut se faire, en fait, sans son autorisation.

Dans un premier temps, pour compenser le déficit, le secrétaire CGT du CE fusionne les deux comptes bancaires des restaurants et des œuvres sociales qui, elles aussi, sont gérées par le CE. Cela ne va pas empêcher le déficit d'augmenter et d'atteindre trois milliards 200 millions d'anciens francs actuellement.

La crise devient plus aiguë et la Régie va choisir un nouveau gestionnaire : « La Générale de restauration », c'est-à-dire Jacques Borel... Pour les ouvriers de Renault, cela n'a rien de rassurant. On connaît les Wimpy qui appartiennent aussi à Borel, et le moins qu'on puisse dire, c'est que leur réputation n'est pas très bonne question nourriture !

Pour les travailleurs du restaurant, cela est encore plus inquiétant. La Générale de restauration qui emploie

3 000 personnes, réparties dans 175 établissements, en paye la majorité au SMIC, quant aux conditions de travail, en 1977, 1 900 employés de Borel ont pris leur compte.

Cela se passe de commentaires... Ici aussi, bien sûr, cet exploitateur n'a pas l'intention non plus de diminuer ses profits. Sa tactique est connue : quand il reprend des restaurants, avec garantie des avantages acquis durant un an, il utilise tous les moyens pour écarter le personnel afin qu'il s'en aille. Ainsi, il a les mains libres pour réembaucher au SMIC.

A la Régie, ce nouveau patron de choc veut rabaisser sensiblement les accords Renault qui couvrent les 250 travailleurs, serveurs, cuisiniers, employés administratifs des cantines vers les accords SGR bien infé-

rieurs.

Qu'on en juge : le protocole d'accord Régie-SGR s'attaque aux salaires en retirant toutes les primes fixes trimestrielles transformées en un treizième mois basé sur le SMIC, c'est-à-dire 1 000 F par mois de perte pour les serveuses, ce qui ramène leur salaire au SMIC. Pour la maladie : les dix premiers jours ne seront pas indemnisés et l'absence pour maladie est la porte ouverte au licenciement. Droits des femmes : 70% du personnel est féminin et, dans le protocole d'accord, aucune trace des droits à la maternité...

Voilà qui explique que, depuis près de trois semaines, les employés des restaurants de Renault-Flins sont en grève. Récemment, ils ont été vus les employés de Borel à la Tour de la Défense et, là ! il y a des salaires de 1 700 F !

Bordeaux
Centre de tri automatique

Faire aboutir nos revendications par la lutte

NOS conditions de travail ne font que s'aggraver avec la mise en place de l'automatisation (remise en cause des brigades de nuit par la création de services faisant coïncider le personnel au trafic du courrier après-midi et demi-nuit, manque d'effectifs qu'on masque en refusant les compensateurs gagnés les dimanches et jours de fête au mépris des conditions de vie familiale), chasse au temps morts, interpénétration des services, accroissement de la productivité sur les machines où s'instaure un véritable retour à la tâche. Cette situation empirant, le mécontentement grandit et la nécessité d'aller au-delà des grèves de 24 heures se fait sentir (deux localement au mois d'octobre sans résultat). Les travailleurs consultés veulent un mouvement déterminé. Le directeur départemental convoque alors les sections CFTD et CGT pour enrayer le mouvement. Mais, c'est des promesses que veulent les postiers, la grève se poursuit sans préavis, les brigades de nuit et demi-nuit à 85%, le jour, c'est plus faible mais ça peut s'améliorer. On fait des piquets et des assemblées générales à chaque reprise de service. On a vu des postiers ne pas faire grève le 22 (grève régionale tournante parachutée) et rentrer aujourd'hui dans la lutte. On discute sur le tas et c'est très positif. Un vieux travailleur rappelait sa haine de classe envers un inspecteur central qui chargeait des camions pour briser la grève alors qu'il n'a su montrer jusqu'à présent qu'incapacité. Les cadres-grévistes ont évoqué la difficulté de réaliser l'unité sur la base des revendications des plus exploités. Enfin, la population est prise en main vis-à-vis des usagers. Il y aura une manifestation lundi en ville. En restant déterminés et actifs, en ralliant la plus grande majorité à la lutte, en nous donnant les moyens de gagner, l'occupation des locaux est un problème qui doit se poser, la satisfaction de nos revendications sera une victoire de la ligne classe contre classe.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge
quotidien révolutionnaire des travailleurs



Le calendrier 1979, outre son aspect utile (adresses utiles, carte des régions et départements, codes postaux), comporte des photos de bonne qualité artistique et technique. Il doit permettre une diffusion large (camarades de travail, amis, voisins, parents...).

Sa diffusion fait partie de la grande bataille pour la souscription, pour les vingt millions fin novembre, pour les trente cinq millions fin décembre, pour que vive l'Humanité rouge. Le prix est de 10 F. Faites parvenir le règlement soit à la commande, soit le plus rapidement possible en précaution : pour le calendrier 1979.

Nos camarades isolés et amis lecteurs peuvent se le procurer en passant commande au journal. Joindre le règlement.

POLITIQUE ET SOCIAL

Répondre aux questions sur le Kampuchea

Les réunions d'information se multiplient en France. Ici, voici le compte-rendu de la soirée qui rassembla cent-quatre-vingts personnes à Montpellier.

Le jeudi 23 novembre, le Comité d'information et de soutien au Kampuchea démocratique de Montpellier organisait une soirée au cours de laquelle on a pu voir un film cambodgien sur l'agression vietnamienne. Cette projection fut suivie d'un débat auquel participèrent un représentant du Comité des patriotes cambodgiens et Alain Castan qui faisait partie de la délégation française au Kampuchea, en septembre.

« Nous sommes prêts à répondre à toutes les questions, même les plus embarrassantes » a souligné le camarade Castan après avoir donné un rapide aperçu de son voyage. Quoi de plus normal, en effet, avec la campagne actuelle de calomnies que, pour beaucoup d'entre nous, interrogations et hésitations subsistent ?

Donner des éléments d'information, répondre quand on sait — quand on ne sait pas, on le dit — à toutes les questions de ceux qui veulent connaître la vérité sur ce petit pays qui lutte : voilà l'objectif que s'était fixé le comité.

Beaucoup de sujets ont été abordés : l'aide chinoise, la place des intellectuels et leur rôle, la soi-disant disparition de Sihanouk. Mais les interrogations les plus vives portent sur la libération de Phnom-Penh et sur la guerre entre le Kampuchea et le Vietnam.

— Q : Pouvez-vous nous parler de l'évacuation de Phnom-Penh et de ses raisons ?

R : Quand nous sommes arrivés à l'aéroport, j'étais un peu inquiet, j'avais peur de trouver une ville abandonnée (avant la Libération, il y avait 600 à 800 000

habitants, aujourd'hui il y en a 70 000). C'est une ville peu habitée, bien sûr, mais parfaitement entretenue, avec des pelouses, des maisons en bon état, des écoles, des hôpitaux, des ambassades, des ateliers et des petites usines, une ville qui n'a pas une activité frénétique, mais qui vit. Pourquoi cette évacuation ? A la Libération, Phnom-Penh comptait trois millions d'habitants et était ravitaillée grâce à un pont aérien américain ; après la Libération, il était impossible de nourrir cette ville et puis les dirigeants craignaient un bombardement américain ; il faut ajouter que Phnom-Penh était, à la Libération, truffé de réseaux contre-révolutionnaires qu'il fallait démanteler. Ce n'est donc pas par répression que Phnom-Penh a été évacuée.

— Q : Le film nous a montré l'agression vietnamienne, j'aimerais que vous nous donniez d'autres éléments sur cette guerre.

R : Voici quelques éléments de réflexion :

— Il y a huit millions d'habitants au Kampuchea aujourd'hui, au Vietnam 50 millions. Alors on voit mal le petit pays de huit millions d'habitants agresser un pays de cinquante millions d'habitants.

L'armée vietnamienne est très forte, très solide, très épaulée par l'URSS ; le Kampuchea n'a pas une armée qui puisse agresser un autre pays.

Le Vietnam n'a jamais reconnu l'existence du Kampuchea démocratique. Le Parti vietnamien s'appelait, autrefois, le Parti communiste indochinois et l'Indo-

chine est une création pure et simple du colonialisme français. Il y a trois peuples en Indochine, trois histoires, trois questions différentes.

Le Parti communiste indochinois avait pour but de faire la révolution dans les trois pays, mais c'était les Vietnamiens qui étaient les plus nombreux et ça a été une dure bataille pour les Cambodgiens de s'imposer. Créer une fédération indochinoise, voici un exemple récent du projet vietnamien : les accords entre le Vietnam et le Laos sont quasiment une annexion du Laos avec la suppression de la frontière entre le Vietnam et le Laos. Le Kampuchea intéresse le Vietnam car, ainsi, le Vietnam de-

viendrait une grande puissance, mais aussi parce que le Kampuchea, c'est une immense rizière, il y a des rivières poissonneuses... Le Vietnam a une population nombreuse, un pays moins riche, surtout la partie centrale, et derrière le Vietnam, il y a l'Union soviétique qui, par l'intermédiaire de la Fédération indochinoise, vise le contrôle du détroit de Malacca (un point stratégique du trafic international).

Les cent-quatre-vingts personnes présentes à cette soirée ont apprécié la précision et le sérieux des informations données par tous et, notamment, par le représentant du Comité des patriotes cambodgiens.

Manifestation de Caen

Communiqué des 16 gardés à vue

Le mercredi 17 novembre, au cours de l'opération « Ville paralysée », lors d'une manifestation pacifique, la police, sur l'ordre du préfet, blesse gravement deux manifestants par tir tendu de grenades. L'un reste infirme et l'autre n'est pas tiré d'affaire ; tous deux resteront handicapés à vie : physiquement, moralement, financièrement. La manifestation de vendredi 17 novembre à laquelle nous participions légitimement répondait à ces violences inacceptables. A partir de 20 heures, en dehors des lieux d'affrontement, eurent lieu vingt-huit interpellations assorties de brutalités scandaleuses sous le couvert de la procédure de flagrant délit.

Nous affirmons que chacun d'entre nous a été arrêté arbitrairement en dehors de tout critère de participation à des violences : certains près de leur domicile, deux personnes chez elles, trois dans leur voiture au sortir du restaurant... mais tous jeunes !

Nous avons été enfermés à vingt-huit dans une cage d'escalier, grillagée, de neuf mètres carrés, avant de subir fouille, photographie, anthropométrie, interrogatoire ; à aucun moment, nous n'avons été informés de nos droits.

Un fait est à signaler : une bouteille lacrymogène est « tombée » dans notre cage rendant l'atmosphère irrespirable. A 23 h 45, onze interpellés étaient relâchés. Un, gravement malade (malaise cardiaque dans la cage), était emmené ; nous sommes restés à seize jusqu'au lendemain 14 heures dans des conditions physiques et psychologiques très pénibles : froid, exigüité, faim, humiliations, fouilles multiples, menaces du genre : « Tu as de la veine de ne pas être en Argentine, on n'entendrait plus parler de toi », « On va te faire voir comment font les SS ». Coups et intimidations.

Cette expérience nous conduit à nous interroger, est-ce que maintenant manifester, c'est perdre sa liberté et risquer sa vie ?

Fait à Caen, le 22 novembre 1978
Les interpellés du vendredi 17 novembre

AVEC LE PARTI

Un stand du Parti à la foire de Miribel



(Photo correspondant)

Intervenir au grand jour devant un large public de notre localité nous semblait encore hier quasiment impossible. Nous nous disions pas prêts, trop peu nombreux, mal armés pour intervenir publiquement.

Pourtant, à l'occasion de la traditionnelle foire commerciale de Miribel (01), nous avons osé demander un emplacement (en versant la modique somme de 5 F) pour tenir un stand du Parti communiste marxiste-léniniste avec table de presse. C'était pour nous la première apparition du PCML devant un large public (plus de 1 000 personnes). Notre stand, très bien placé par un fait du hasard, a été très bien accueilli à notre grand étonnement. Si les badauds parcouraient la foire sans faire de gros achats, beaucoup de gens se sont arrêtés pour parcourir des yeux l'ensemble de notre étalage. Et tout comme un bon forain, nous avons fait des efforts pour que les promeneurs aient le regard attiré par nos panneaux, caricatures, gravures et bandes dessinées, afin de les amener jusqu'à notre table de presse. A ce moment-là, la discussion s'engageait facilement (sur la Chine, le Kampuchea, sur le problème du nucléaire, sur les dockers) et, au-delà

même de ces questions, les gens cherchaient à connaître les positions de notre parti sur d'autres questions. De nombreux militants et sympathisants de tendances diverses (PCF, PS, autogestionnaires, écologistes) et beaucoup d'inorganisés nous ont acheté des bimensuels, des quotidiens des Pékin-Information, Chine en construction, revues, classiques du marxisme-léninisme, bouquins sur la Résistance, sur la Chine et sur les immigrés. Total des ventes : 212 F. L'appel à la souscription a recueilli 115 F ; de plus, le fruit du travail culturel de nos camarades lyonnais a rapporté 100 F pour la souscription (vente de poupées en papier mâché, sous-verres, recueil de poésies). Total de la souscription : 215 F.

Pour nous, cette journée est très positive, nous avons osé et nous avons atteint nos objectifs au-delà de nos espérances. Enfin, ce qui nous a fait le plus chaud au cœur, ce fut de rencontrer, à la fin de la journée, un camarade immigré, patriote algérien, qui fut à Marseille un des premiers à lutter au côté de notre secrétaire général, Jacques Jurquet, pour que vive le marxisme-léninisme. Pour de jeunes militants, quel enthousiasme.

Courrier des lecteurs

Camarades, Je suis correspondant du Quotidien du peuple à Bobigny-centre de tri où je travaille en brigade de jour (A).

Hier soir, en achetant le Quotidien du peuple, j'ai vu qu'au sommaire de l'Humanité rouge, il y avait une interview de la section CFDT du CTA de Pontoise. Je l'ai donc acheté et j'ai lu cet article qui m'a beaucoup intéressé : il situe bien l'alternative qui se discute dans les centres de tri en ce moment (grévettobidons de 24 heures et sans lendemain ou actions plus dures). Militant à la CFDT et membre du CE du syndicat départemental, je suis

également confronté à ce problème dans les discussions avec les travailleurs de ma brigade. Les idées révolutionnaires s'y portent d'ailleurs bien puisque, après avoir lu un article sur la grève du samedi après-midi dans le Quotidien du peuple, daté du 13 novembre 1978, j'ai vendu cinq exemplaires de ce numéro sur le CTA. J'en viens au fait : je n'ai pas lu la première partie de cet article sur Pontoise-CTA, et je vous demande donc de m'envoyer l'Humanité rouge No 973, daté du 16 octobre 1978. Ci-joint un CCP de 1,70 F.

Salutations communistes et fraternelles

Seine-St-Denis

Provocations racistes au lycée de Montreuil

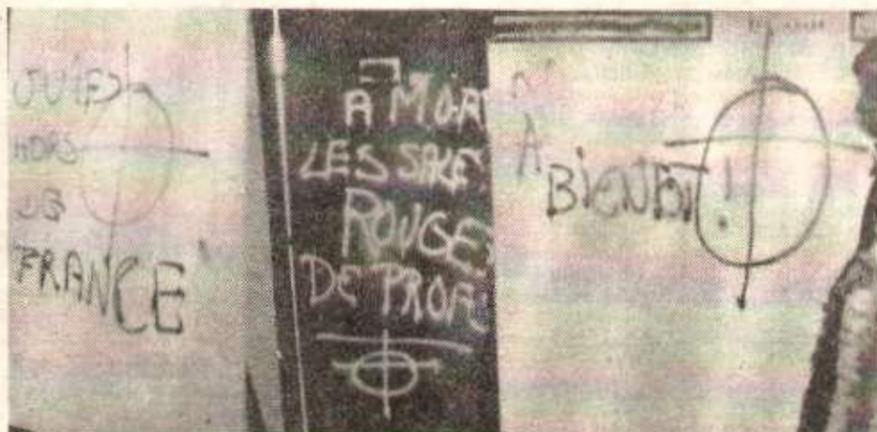
Dans la nuit du 23 au 24 novembre 1978, des fascistes du Front national de la jeunesse ont mis à sac le lycée de Montreuil. On se souvient que celui-ci a eu un rôle important dans les grèves lycéennes de la rentrée.

Samedi matin, le spectacle était effrayant :

— Sabotage des canalisations d'eau inondant les quatre niveaux du bâtiment du second cycle (7 000 litres se sont déversés dans la nuit) ;

— Destruction systématique du matériel scolaire (écrans, cartes, projecteurs, etc.) ;

— Détérioration du circuit électrique avec risque de court-circuit. En guise de signature : la croix celtique, FNJ et des menaces : « Mort aux



joufs », « Les joufs hors de France », « Mort aux sales rouges de profs ».

Ces faits ne sont pas isolés dans la ville (agression de travailleurs immigrés de plus en plus fré-

quentes, saccage de crèches ou d'écoles primaires, etc.).

Exigeons que les auteurs de tels actes soient poursuivis ! Le comité de ville du PCML s'associe à la mani-

festation organisée par les syndicats et les partis politiques de la ville et appelle à manifester le mardi 28 novembre 1978 à 18 heures, esplanade Benoit Frachon, place de la Mairie.

Mobilisation des habitants du Clos d'or face aux projets de rénovation de la mairie

LE Clos d'or: un des plus délabrés des groupes d'immeubles « sociaux » de Grenoble. Construits en 1958, ils sont, pour la plupart, très malsains (l'humidité imprègne les murs). Deux-cents appartements dont cent-vingts en location. Les cent-vingts familles locataires sont immigrées à 80 %, beaucoup de familles nombreuses. Les loyers varient entre 450 et 550 F pour un F4, charges comprises, mais chauffage (individuel) en plus.

Le régisseur, c'est l'Agence immobilière Weiss. Elle est ouvertement raciste (refus de réparer chez les immigrés). Aucun entretien en 20 ans à part un coup de peinture sur les façades en 1977.

Depuis deux mois, les habitants savent que la mairie (Union de la gauche), par l'intermédiaire de l'OPHLM, veut racheter cent appartements en location pour « améliorer l'habitat social ». Les travaux envisagés nécessitent le déménagement des locataires pendant plusieurs mois.

Face au flou des propositions de la mairie et aux problèmes que ça pose (scolarité des enfants, frais de déménagement, etc.), les habitants s'organisent en un comité de défense. Celui-ci convoque la mairie et l'OPHLM, le 17 novembre, afin d'obtenir des réponses claires et des garanties précises. Les habitants sont venus très nombreux. Ils veulent savoir comment va se dérouler la rénovation, où et comment ils seront relogés pendant ce temps, qui paiera les frais de déménagement et, surtout, quel sera le montant des loyers après : « D'accord pour les travaux d'amélioration, mais avec certaines garanties. Nous ne sommes pas responsables des malheurs de la construction, ce n'est pas à nous de supporter les frais des travaux ».

La mairie a satisfait certaines revendications : elle prend en charge le déménagement, le changement d'adresse postale, les contrats d'électricité et d'assurances-incendie-dégâts des eaux pendant le temps de travaux. Quant aux loyers futurs... les études ne sont

pas terminées et il n'y a encore aucune garantie. La population reste mobilisée.

Correspondant Grenoble

Les luttes dans la région de St-Brieuc



Les usagers de la SNCF mènent des luttes pour exiger un nombre suffisant de trains. Comme à Plouaret dans les Côtes-du-Nord, les usagers de Montfort-l'Amaury, dans les Yvelines, ont bloqué les trains.

Un patron condamné à Chambéry

LE patron de Carrefour Basens-Chambéry a été condamné à un mois de prison avec sursis et à 2 000 F d'amende. Cette condamnation fait suite à un accident du travail dont était victime un travailleur du service après-vente — installateur d'antennes de télévision — en avril 1977. Un jour, lors de la pose d'une antenne, ce travailleur heurta une ligne à haute tension, proche du toit. Aussitôt, ce fut la chute de sept mètres.

Aucune consigne de sécurité n'avait été donnée par la direction et aucun matériel de sécurité (harnais, casque, corde avec mousquetons, etc.) n'était à la disposition du travailleur. Pourtant, un accident du même genre avait déjà eu lieu quelque temps auparavant.

Le travailleur de 30 ans environ reste un mois dans le coma, six mois en arrêt de travail, puis fut repris à temps partiel, mais déqualifié et handicapé à vie.

En relatant le procès, le Dauphiné-Libéré a déformé les faits et défendu le patron en appuyant la thèse du bâtonnier Ferron, avocat de la direction. Celui-ci déclara pendant la séance : « Il faut ramener les choses à leur juste proportion et reconnaître que la fonction de chef d'entreprise est difficile à l'époque actuelle ».

Comment ne pas être révolté devant un tel cynisme. Les patrons, le système capitaliste assassinent et mutilent les travailleurs au nom du seul profit. Et ils ont le beau rôle avec une presse et une justice à leur solde.

Mais soyons vigilants et ne laissons pas dire que les accidents du travail sont la faute des travailleurs. Ce sont bien les patrons et leur foutu profit qui sont responsables de ce méfait inhérent au système capitaliste.

Cellule marxiste-léniniste de Chambéry (73)

Correspondant

Une semaine de télévision

MARDI 28 NOVEMBRE TFI

21 h 30 : Livres en fête — Perec, Sciascia, Chester Himes.

Perec est un écrivain dont on a parlé pour le Goncourt, mais les deux écrivains intéressants dans cette émission sont Sciascia et Chester Himes. Sciascia vient de terminer un livre qui a fait grand bruit : *L'affaire Moro*. Il a mené sa propre enquête sur la disparition de Moro. Il en a fait un livre écrit sur le mode policier, dans lequel il montre l'action des services secrets russes en Italie. Chester Himes est, avec Dashiell Hammett, le fondateur de ce qu'on appelle le roman policier noir américain. Le roman policier noir, c'est d'abord l'apparition du privé (le policier privé). La mise en avant du privé découle du fait que les forces de police bourgeoises sont démasquées comme corrompues et inféodées au pouvoir central. Le privé qui n'en est pas moins un flic enquête dans les quartiers noirs des villes des USA et c'est une occasion pour ces romanciers de décrire les conditions de vie des Noirs américains dans les ghettos. Il vient de publier *Qu'on lui jette la première pierre*, où il raconte les sept ans passés au pénitencier de l'Ohio entre 1929 et 1937. Il dénonce le racisme pendant la chasse aux sorcières, sous le maccarthysme, après la deuxième guerre. Une émission intéressante.

MARDI 28 NOVEMBRE ANTENNE 2 :

20 h 35 : « Les dossiers de l'écran » — Richard Nixon.

Celui qu'on appelait « Richard le truqueur », c'est le politicien capitaliste type, l'arriviste prêt à toutes les basses

besognes. C'est un Californien d'origine modeste, il devient avocat, s'inscrit au Parti républicain. En 1951, alors qu'il est sénateur, il prend une part active à la chasse aux communistes et aux progressistes. Il est élu vice-président en 1952, à 39 ans. Il sera compromis dans une affaire de pots-de-vin. Battu par Kennedy aux présidentielles de 1960, il sera élu à la présidence en 1968. C'est lui qui, devant l'échec de sa tentative de vietnamisation, commandera le bombardement de Hanoï. Il devra signer la paix et le retrait des troupes US. L'impérialisme US est en déclin. L'URSS montre son nez. Nixon signera un « accord de limitation des armes nucléaires » avec Moscou. Mais, surtout, il se rendra à Pékin. Jusqu'au jour où des cambrioleurs bizarres seront pincés au siège du Parti démocrate. C'étaient les hommes de main de Nixon, c'était aussi la fin de sa carrière politique.

VENDREDI 1er DÉCEMBRE : ANTENNE 2
17 h 25 : Fenêtre sur : les enfants en question

Neuf mois pour la vie. La vie du fœtus avant la naissance, les échanges entre la mère et le fœtus. Un professeur-obstétricien décrit la vie du fœtus grâce aux appareils à ultrasons.

VENDREDI 1er DÉCEMBRE : ANTENNES 2
« Apostrophes » : les intellectuels et la collaboration.

Encore une émission où l'on parlera de livres sur les collaborateurs. L'affaire Darguier n'est pas un fait isolé. Non à la campagne de réhabilitation des collabos.

BLOC-NOTES

VANNES :

Une soirée de soutien à l'Humanité rouge.

Avec la participation du chanteur Gweltas ar Fur. Cette soirée aura lieu le 1er décembre, à 20 h 30, à la salle du Palais des arts. Entrée 15 francs dont 1 F à Diwan.

BORDEAUX :

Le comité du Larzac informe

qu'un départ en bus est organisé pour rejoindre la marche de protestation des paysans, le 2 décembre, à Paris. Départ 5 heures, place de la Bourse. Inscription : 67, rue de la Devise. Prix entre 80 et 100 F.

Campagne d'abonnement 79

Quotidien et Bimensuel

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITE ROUGE
BP 61 75861 PARIS CEDEX 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D LA SOURCE

Quotidien

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 Nol)	50 F	60 F

Bimensuel

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (17 Nol)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom
Prénom
Rue
Commune
Code postal
Transmis par : Nom
Cellule Ville

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson — Front ouvrier : Gilles Carpentier — International : Annie Brunel
L'Humanité rouge : pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18 CCP 30 226 72 D La Source Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 4e trimestre 1978



Manifestation nationaliste dans la plaine orientale

Le peuple corse étranglé

A PRES Giscard et une série de sous-fifres, les 11 et 12 décembre, Babarre-le-satisfait ira faire ses discours ronflants en Corse. Pratiquement chaque jour, les barbouzes au service du pouvoir capitaliste français commettent des attentats dans l'île sans être nullement inquiétés. Pendant ce temps, vingt-deux patriotes sont emprisonnés dans les geôles de ce même pouvoir ; vingt-et-un d'entre eux seront « jugés » prochainement par la Cour de sûreté de l'État.

Ecrivons aux emprisonnés

A U moment où notre camarade Romain Le Gal était en prison (pendant plus de cinq mois), nous avons été nombreux à lui écrire des quatre coins du pays. Le problème a été posé dans les sections syndicales, des messages exigeant sa libération envoyés (sans oublier les messages de solidarité internationale). Cela est important dans une telle situation, où l'on est coupé de l'extérieur, pour le maintien du moral. Mais aussi, le très nombreux courrier reçu par notre camarade avait servi comme moyen de pression sur l'administration pénitentiaire, cela démontrait qu'il n'était pas seul et qu'il existait une solidarité agissante pour exiger sa libération. Aujourd'hui, vingt-deux patriotes corses sont emprisonnés à Fleury-Mérogis : Serge Cacciari depuis plus de trois ans, vingt autres depuis cinq mois, Jean-Pierre Colombani depuis le 25 septembre dernier. Serge Cacciari était condamné à dix ans, en septembre 1976, sans qu'aucune preuve ne soit établie par le tribunal d'exception appelé *Cour de sûreté de l'État*. Dans les semaines qui viennent, ce sera le procès de ses vingt-et-un autres camarades, dont la plupart aurait reconnu appartenir au mouvement clandestin *Front de libération nationale de la Corse (FLNC)*, et qui, eux aussi, auront affaire à la même juridiction d'exception.

Plus que jamais, c'est

le moment d'exprimer notre solidarité agissante en étant nombreux à leur écrire, en posant le problème dans les sections syndicales et organismes où l'on se trouve pour que soient rédigées des motions de solidarité et pour exiger leur libération, pour faire connaître « le problème corse ».

A cette intention, nous publions leurs adresses actuelles (nous n'avons pas celle de Jean-Pierre Colombani) qu'il est nécessaire de retranscrire intégralement (No de matricule et de cellule) :

- Casamatta Jean-Toussaint No 72993 Cellule 36
- Sisti Jean-Toussaint No 72995 Cellule 37
- Lorenzi François-Paul No 72994 Cellule 30
- Giamarchi Jules No 73002 Cellule 12
- Alessandri Pantaléon No 74082 Cellule 44
- Graziani Etienne No 73003 Cellule 13
- Padovani Michel No 73001 Cellule 11
- Pancrazi Guy No 73004 Cellule 45
- Anziani Paul No 72992 Cellule 46
- Mattei Dominique No 72998 Cellule 33
- Mattei Antoine No 72997 Cellule 47
- Darnaud Jean-Baptiste No 72999 Cellule 43
- Stella Yves No 72996 Cellule 41
- Filidori Dominique-Mathieu No 73519 Cellule 39
- Cacciari Serge No 76051 Cellule 29
- Stuart Alain No 71669 Cellule 34
- Paoli Antoine No 74770 Cellule 42
- Lorenzi Pierre No 74332 Cellule 40
- Nicoli Jean No 76052 Cellule 25
- Battesti Léonard No 74997 Cellule 15
- Roesch Jean-Paul No 75668 Cellule 14
- Le Mao Roger No 74668 Cellule 38

Bâtiment D5 ; étage D4
7, avenue des Peupliers
Fleury-Mérogis,
91705 Sainte-Geneviève-
des-Bois Cedex.

Le 29 août dernier, le PCMLF avait envoyé

la lettre suivante à chacun des emprisonnés :

« Chers camarades et amis,

Par votre emprisonnement, le gouvernement de la France capitaliste a cru mettre fin à la lutte des patriotes.

Poursuivant la défense de ses intérêts, la bourgeoisie monopoliste, à travers le voyage de Giscard, entre autres, veut nier l'aspiration nationale du peuple corse. Or, n'en déplaise au président de la République, le « problème corse » existe et vous avez contribué à le poser.

Le combat du peuple corse pour le droit à disposer de lui-même et le combat de la classe ouvrière pour ses revendications immédiates, comme pour un avenir socialiste, se heurtent au même ennemi : la bourgeoisie, sous son masque de droite ou de gauche.

Voilà pourquoi dans les prochaines semaines, nous allons amplifier la lutte avec toutes les forces concernées, en particulier les militants corses, pour obtenir votre libération.

Soyez sûrs que dans ce combat, nous ne serons, vous ne serez pas seuls ; des travailleurs de tous les secteurs, de nombreux syndicalistes, de nombreux démocrates sont prêts à organiser le soutien le plus large aux patriotes corses emprisonnés.

Ensemble nous pouvons faire reculer la répression. Recevez nos fraternelles salutations militantes ».

Paris le 29 août 1978
Parti communiste
marxiste-léniniste de
France (PCMLF)

La visite effectuée par Giscard, en juin dernier, fut marquée par une répression accrue du mouvement nationaliste corse et une série de promesses bidons. Depuis, la situation tant économique que dans les autres domaines, ne s'est nullement améliorée, bien au contraire. La situation est de plus en plus intolérable et Barre, pas plus que Giscard, n'y changera quelque chose.

Il ne fait aucun doute que la violence première est celle qui consiste à refuser à un peuple le droit à son auto-détermination, à organiser systématiquement l'assimilation par la nation dominante (française en l'occurrence) pour aboutir en définitive à une certaine forme de génocide : la disparition de la nation vaincue. N'est-ce pas là une forme suprême de violence ?

Aussi, qu'y a-t-il de plus naturel que s'organise la résistance à cette oppression ? Le peuple corse lutte pour sa survie.

LA VIOLENCE DU POUVOIR

Rappelons d'abord quelques faits : à partir de 1975, le pouvoir central et le préfet de Corse mettent en place une équipe de barbouzes, policiers en civil, chargés des actes de violence sur la personne et les biens de militants nationalistes (légaux ou clandestins). Certains de ces barbouzes ont adopté le sigle « Francia ». Ils plastiquent, diffament anonymement par affiches et par tracts, sous l'œil bienveillant de la police, insultent, menacent. Le but poursuivi par ces mercenaires

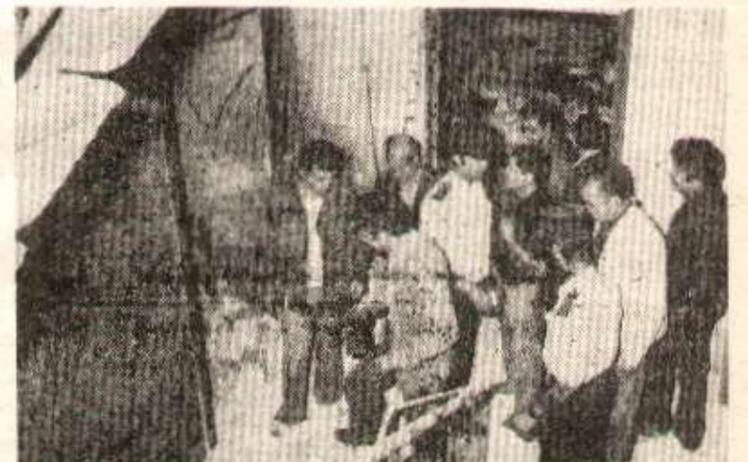
PROVOCATION, RÉPRESSION, LUTTE

Le pouvoir capitaliste et impérialiste français est incapable de répondre par des arguments politiques aux revendications avancées par les militants nationalistes. Il refuse de les satisfaire en quoi que ce soit, sinon par des promesses d'épicière. Il ne connaît que la politique de la provocation et de la répression policière et judiciaire, la manipulation des informations (si un journaliste veut informer honnêtement, il est arbitrairement muté sur le continent, comme ce fut notamment le cas pour Sampiero Sanguinetti).

Le Collectif des patriotes du cap Corse, qui regroupe diverses tendances, dénonce les attentats dont sont victimes des amis du courant nationaliste : « Toutes ces provocations ont pour but de laisser croire à l'opinion qu'il s'agit d'actes commis par le mouvement corse afin de la préparer à des "ripistes" antipatriotiques ».

Dans l'éditorial d'Arritti (1) du 29 septembre, l'UPC réplique à la campagne du pouvoir : « Il faut être profondément stupide pour supposer que cette violence — quelle qu'en soit l'escalade — peut faire reculer d'un pouce notre détermination. Un mur remplacera toujours le mur détruit, une machine la machine tordue, un document le document incendié et — quand le temps sera venu — un militant le militant assassiné. Et il faut être également stupide ou inconscient pour espérer que ces crimes resteront impunis ».

Que penser de la formule mensongère et hypocrite : « Nous condamnons la violence



Attentat contre le siège de l'UPC à Bastia, dans la nuit du 22 au 23 septembre 1978. En mai 1977, c'est l'imprimerie où était tiré Arritti qui était plastiquée. Photo : la cage d'escalier du siège de l'UPC.

est de créer un climat d'insécurité et de réprimer les patriotes.

En juillet 1976, certains élus claniques (des clans) demandent un plan d'action pour combattre les militants clandestins en utilisant le vieux droit coutumier — la vendetta — et en mettant des milices en place. Ces manœuvres sont dénoncées.

En août 1977, Alexandre Sanguinetti déclare dans *Paris-Match* : « Si l'affrontement devait être entre continentaux et Corses, il se créerait une situation dramatique. Il faut donc que les Corses eux-mêmes bougent afin d'aider le gouvernement français... ».

Le pouvoir tente d'enrayer le mouvement patriotique en organisant l'affrontement entre Corses. Un exemple : la manœuvre du 9 septembre 1977 (où José Stromboni et d'autres sont accusés d'avoir tiré sur la villa du procureur général alors que les coups de fusil sont partis de gendarmes en faction !) C'est seulement un an plus tard que le non-lieu sera prononcé (cf. *Humanité rouge* No 960). Cette manœuvre, qui fut un fiasco complet, visait à organiser un vaste rassemblement soi-disant contre la violence et le séparatisme.

d'où qu'elle vienne », si chère tant aux dirigeants du Parti socialiste que du PCF ?

« Pendant un certain temps, on entendait dire couramment à propos des attentats clandestins des patriotes corses : « La police les connaît mais ne veut pas les arrêter ». Et les hommes, les journaux et les partis de la droite nationaliste française accusaient ouvertement l'administration, la police, la justice de « ne pas faire son devoir ». C'est même — ô dérision ! — pour compenser cette carence que les dirigeants gentlemen de Francia se sont mis à l'œuvre, assurant — les imprudents ! — qu'ils rentreraient dans leur coquille si la police — enfin ! — faisait « son travail » contre les « terroristes ».

Aujourd'hui, la répression s'est abattue sur les nationalistes corses clandestins (NDR — FLNC). (...) Mais si les barbouzes continuent de plus belle, il est tout aussi aveuglant que le pouvoir les laisse faire et même les protège ». (Editorial d'Arritti du 9 novembre).

Note : « Arritti » est l'hebdomadaire de l'Union du peuple corse (UPC). Vous pouvez vous abonner en écrivant à : Arritti BP 7 Bastia.